

foin de la mangeoire, et que de toute façon le cheval ne s'en apercevrait pas. Il décida le jour suivant qu'en enlevant un peu plus de foin il économiserait encore davantage d'argent. C'est ce qu'il fit, jour après jour, et tout allait très bien: Il parvint à économiser une somme rondelette. Malheureusement, le cheval en mourut.

**Une voix:** Honte!

**Mme MacInnis (Vancouver-Kingsway):** Le fermier était tellement préoccupé par les économies qu'il pouvait réaliser en enlevant chaque jour un peu plus de foin de la mangeoire, qu'il en oublia le cheval; il avait donc économisé les sous mais prodigué les louis. Il avait en fin de compte perdu son cheval. Je pense que ce fermier n'était pas un homme particulièrement sagace; je pense de même que notre gouvernement est très malavisé d'agir comme il le fait avec les citoyens à faible revenu.

On peut voir que notre gouvernement fait la sourde oreille lorsqu'on lui dit qu'il agit sans scrupules. Il se soucie beaucoup plus d'efficacité et tient à appliquer le dernier cri de la technique. Je crois que notre gouvernement est très peu sage lorsqu'il continue à arracher peu à peu leur gagne-pain aux citoyens à faible revenu. N'oubliez pas que la différence entre le cheval du fermier et les citoyens à faible revenu de notre pays tient dans le fait que ces derniers apprennent, lentement mais sûrement, que chaque jour on les vole un peu plus.

Je connais des gens dans ma circonscription, et je suis sûr que c'est également le cas pour les députés qui se trouvent en face de moi, qui travaillent pour de maigres salaires, mais qui sont extrêmement dignes, extrêmement indépendants dans leur travail, et dont les problèmes se font de plus en plus pénibles au fur et à mesure que le gouvernement place sur eux le fardeau d'une fiscalité toujours plus lourde; ces braves gens ont des enfants à nourrir, des vêtements à acheter et un loyer à payer. Souvenez-vous que lorsque d'un côté le prix de la nourriture augmente, que d'un autre côté les vêtements et le loyer augmentent également, lorsque le coût de la vie dans notre pays augmente régulièrement, les citoyens à faible revenu s'en rendent très bien compte et s'en ressentent durement.

Ces gens ont besoin de nourriture et de vêtements. Ils doivent payer autant pour leur pain, leur viande et pour les autres produits alimentaires que les gens comme nous qui avons saisi l'occasion d'accroître nos propres revenus, car nous estimions nos revenus insuffisants pour acheter la nourriture et les vêtements et pour payer le logement ainsi que toutes les autres commodités dont les députés ont besoin. Ces gens qui gagnent de faibles salaires et qui ont des revenus modestes doivent, comme nous, payer les mêmes sommes à l'épicier. Ils n'ont aucun moyen d'empêcher les propriétaires d'augmenter continuellement et petit à petit les loyers.

Ce sont ces gens-là qui voient échapper la possibilité qu'ils avaient envisagée d'envoyer leurs enfants à l'école et au collège, car le coût de la vie ne leur laisse pas de quoi continuer à pourvoir à l'éducation de leurs enfants. Voilà ce qui se passe dans tout le pays. Les gens commencent, lentement mais sûrement, à comprendre ce qui se passe. Je pense que le gouvernement actuel a reçu ces dernières semaines un choc désagréable en découvrant soudainement que les agriculteurs de l'Ouest n'allaient pas recevoir quelque chose dont ils ne voulaient pas, et qu'il ne pouvait pas leur dire dans un langage fleuri, qu'il savait bien mieux que les agriculteurs ou que les organisations agricoles ce qu'ils voulaient. Les gens des Prairies ont dit

qu'ils n'en voulaient pas et qu'ils n'allaient pas l'accepter. On n'allait pas pouvoir leur dire que ce qu'on leur offrait était préférable à ce qu'ils voulaient.

Je tiens à avertir le gouvernement qu'il y a dans tout le pays des milliers et des milliers de familles qui savent ce qu'elles veulent et que ces familles en arrivent peu à peu au point où elles renverseront complètement le gouvernement. Et pourquoi donc? A cause de l'injustice et de la discrimination totales dont il fait preuve. Elles savent très bien que le gouvernement n'a réclamé aux contribuables les mieux nantis et aux grandes sociétés du pays qu'une petite partie de leurs contributions au revenu national et qu'une partie bien plus grande a été rejetée sur les épaules du petit contribuable et des gens à revenus modestes.

Ce monsieur de robe peut sourire tant qu'il peut. S'il suivait les enseignements dont il a bénéficié, il saurait que c'est mal faire que puiser dans les économies des pauvres et s'en prendre aux veuves et aux orphelins démunis. Mais depuis qu'il est de ce côté de la Chambre, il a oublié tous les enseignements qu'on lui a prodigués dans sa prime jeunesse.

Je reviens de ma circonscription où j'ai appris combien les gens défavorisés essaient d'avoir foi en notre Parlement et combien ils espèrent pouvoir arriver à vivre décemment. Je m'énerve, car apparemment, cela ne sert à rien de faire comprendre aux députés d'en face ce qu'ils sont en train de faire aux salariés de ce pays. Dieu sait pourquoi ils le font, étant donné qu'on les a suffisamment prévenus pour qu'ils sachent qu'ils ne peuvent agir de la sorte impunément. C'est en vain qu'ils ont recours à l'excuse habituelle, à savoir qu'il leur faut établir ces impôts sur...

• (9.20 p.m.)

**M. le vice-président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Hamilton-Wentworth invoque le Règlement.

**M. Gibson:** Soit dit en toute déférence, monsieur le président, les observations du député sont fort intéressantes, mais hors de propos. Son intervention pourrait se rattacher au discours du trône, mais pas à l'article dont nous débattons actuellement.

**Une voix:** Cessez donc de faire le singe et essayez-vous!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le vice-président:** La présidence apprécie fort bien ce que vient de dire le député, mais j'étais en train de suivre attentivement le discours du député de Vancouver-Kingsway et il m'a semblé que notre collègue était sur le point de conclure en ce qui concerne l'exemption ou quelque autre aspect de l'article à l'étude actuellement.

Le député de Peace River invoque-t-il le Règlement?

**M. Baldwin:** Je proposerais que l'on donne ensuite la parole au député de Hamilton-Wentworth pour qu'il nous donne une idée de ce qu'il entend par un discours pertinent.

**Mme MacInnis:** S'il fallait une preuve pour étayer ce que je viens de dire, cette invocation du Règlement par les gens d'en face nous la fournirait. Le seul fait que le député estime que mes propos ne sont pas pertinents montre que les députés d'en face ne souhaitent pas augmenter le montant des exemptions et il témoigne précisément de l'arrogance qui est le signe annonciateur de la débâcle, et cette débâcle prendra des proportions catastrophiques.